

France métropolitaine et d'Outre-mer

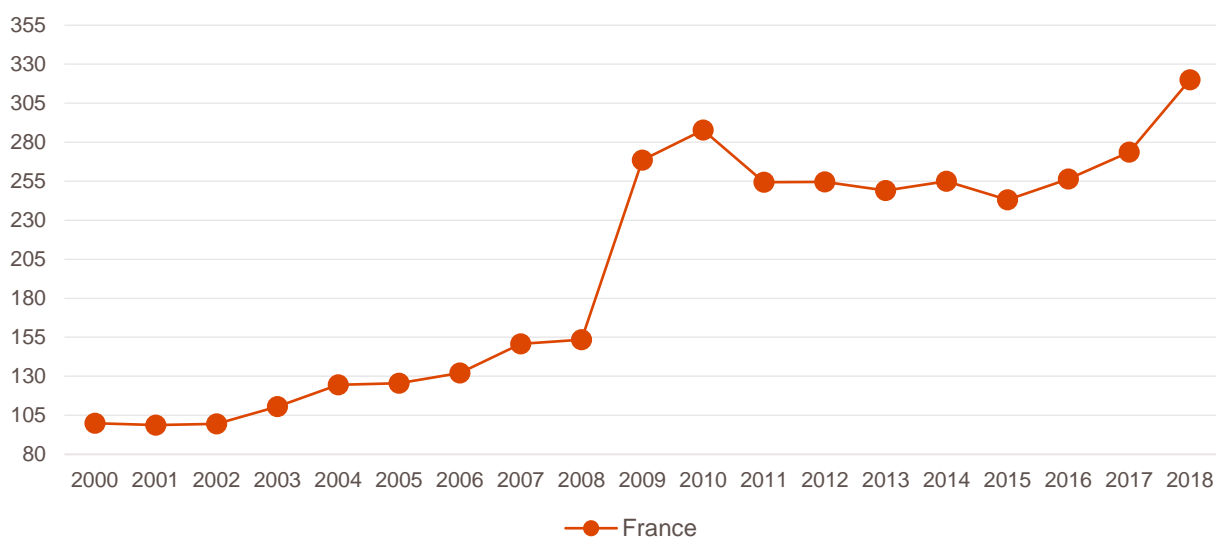
La création d'entreprises en 2018 et son évolution depuis 2000

● Les principaux indicateurs de l'année 2018

Année 2018	France métropolitaine et d'Outre-mer
Nombre de créations d'entreprises	691 283
Entreprises classiques	382 971
Micro-entrepreneurs	308 312
<i>Part des micro-entrepreneurs (%)</i>	44,6
Évolution annuelle (%)	+ 16,9
Entreprises classiques	+ 9,6
Micro-entrepreneurs	+ 27,5
Nombre de créations pour 10 000 habitants	104
Nombre d'entreprises au 31 décembre 2017	4 710 438
Taux de renouvellement pour 1 000 entreprises (‰)	147

● L'évolution de la création d'entreprises depuis 2000

Indice base 100 en 2000



Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
France	+ 6,0	+ 33,5	- 2,7	- 1,1	+ 1,0	+ 11,7
France hors Île-de-France	+ 6,7	+ 35,6	- 4,1	- 1,2	- 1,0	+ 10,8

● Les créations d'entreprises par nature juridique

Année 2018	Nombre	Part (%)	Évolution annuelle (%)
Entreprises individuelles	490 196	70,9	+ 24,6
Micro-entrepreneurs	308 312	44,6	+ 27,5
Autres entreprises individuelles	181 884	26,3	+ 20,0
Sociétés	201 087	29,1	+ 1,6
Unipersonnelles (SASU et EURL)	105 084	15,2	+ 2,6
Pluripersonnelles	96 003	13,9	+ 0,5
SARL	42 160	6,1	- 0,2
SAS	47 296	6,8	+ 1,6
Autres sociétés	6 547	0,9	- 2,6
Total France	691 283	100,0	+ 16,9

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Entreprises individuelles	+ 4,0	+ 60,9	- 5,4	- 0,5	- 1,3	+ 15,9
Micro-entrepreneurs	---	---	+ 30,1	- 16,1	- 17,3	+ 19,3
Autres entreprises individuelles	+ 4,0	+ 60,6	- 5,5	- 0,4	- 1,2	+ 15,8
Sociétés	+ 8,6	- 2,5	+ 4,6	- 2,4	+ 5,9	+ 3,2
Unipersonnelles (SASU et EURL)	+ 21,8	- 7,6	+ 43,3	+ 0,5	+ 15,1	+ 5,9
Pluripersonnelles	+ 6,4	- 1,2	- 7,1	- 4,0	- 0,8	+ 0,4
SARL	+ 7,4	- 4,9	- 10,4	- 10,2	- 12,0	- 3,3
SAS	+ 7,0	+ 41,7	+ 14,5	+ 25,0	+ 20,7	+ 5,2
Autres sociétés	- 4,4	+ 13,1	- 2,5	- 7,4	+ 2,3	- 5,5
Total France	+ 6,0	+ 33,5	- 2,7	- 1,1	+ 1,0	+ 11,7

Indice base 100 en 2000



● Les créations d'entreprises par secteur d'activité

Année 2018	Nombre	Part (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)	Évolution annuelle (%)	Taux de renouvellement (‰)
Activités secondaires	93 581	13,5	22,9	+ 11,6	107
Industrie	26 256	3,8	28,6	+ 14,9	105
Construction	67 325	9,7	20,7	+ 10,4	108
Activités de type commerce	194 416	28,1	32,3	+ 12,1	118
Commerce de détail	62 082	9,0	35,3	+ 6,2	116
Commerce de gros	10 846	1,6	12,4	+ 6,1	74
Commerce de bouche ^a	2 288	0,3	11,2	+ 2,2	51
Immobilier	26 549	3,8	17,0	+ 19,1	126
Hébergement et restauration	33 816	4,9	23,1	+ 8,8	108
Commerce et réparation auto.	18 426	2,7	24,9	+ 10,0	149
Services en dir. des personnes ^b	40 409	5,8	55,4	+ 24,8	151
Activités de type services	403 285	58,3	55,6	+ 20,7	184
Courtage	15 976	2,3	17,4	+ 21,0	232
Transports et entreposage	70 447	10,2	61,4	+ 68,1	486
Activités scientifiques et techniques	121 935	17,6	64,0	+ 18,1	199
Activités de soutien aux entreprises	42 714	6,2	37,5	+ 16,7	174
Information et communication	34 753	5,0	58,5	+ 16,5	195
Enseignement	33 279	4,8	84,5	+ 13,7	188
Arts, spectacles et act. récréatives	22 807	3,3	73,0	+ 12,7	196
Santé humaine et action sociale ^c	44 020	6,4	37,3	+ 2,0	92
Activités financières et d'assurance	17 354	2,5	14,5	+ 4,7	100
Total France^d	691 283	100,0	44,6	+ 16,9	147

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Activités secondaires	+ 5,9	+ 23,1	- 0,6	- 1,4	- 6,8	+ 5,5
Industrie	+ 2,6	+ 41,3	- 4,6	- 0,2	- 3,5	+ 8,2
Construction	+ 6,8	+ 18,3	+ 0,8	- 1,8	- 7,9	+ 4,5
Activités de type commerce	+ 6,9	+ 31,6	- 4,7	- 3,5	- 2,4	+ 7,8
Commerce de détail	+ 6,7	+ 37,4	- 8,1	- 4,5	- 6,0	+ 3,0
Commerce de gros	+ 1,2	+ 5,5	- 4,8	- 3,1	- 2,2	+ 3,9
Commerce de bouche ^a	+ 10,4	- 15,1	+ 0,3	+ 2,8	- 0,6	+ 2,8
Immobilier	+ 11,3	- 4,9	+ 9,4	- 9,3	+ 6,6	+ 18,6
Hébergement et restauration	+ 5,0	+ 19,4	- 0,8	+ 2,1	+ 4,6	+ 4,8
Commerce et réparation auto.	+ 5,2	+ 34,6	+ 7,0	+ 7,9	+ 0,3	+ 6,1
Services en dir. des personnes ^b	+ 11,4	+ 72,6	- 8,7	- 7,1	- 6,9	+ 15,2
Activités de type services	+ 5,4	+ 40,4	- 1,8	+ 0,9	+ 5,9	+ 15,4
Courtage	+ 6,3	+ 12,9	- 1,8	- 3,2	- 0,3	+ 14,4
Transports et entreposage	+ 3,6	+ 5,4	+ 6,1	+ 7,4	+ 45,3	+ 44,8
Activités scientifiques et techniques	+ 5,6	+ 53,6	- 2,7	- 1,8	+ 4,8	+ 16,0
Activités de soutien aux entreprises	+ 7,4	+ 47,3	- 4,7	- 2,5	+ 0,7	+ 11,4
Information et communication	+ 2,3	+ 54,2	- 7,1	+ 1,4	+ 0,8	+ 12,2
Enseignement	+ 7,5	+ 74,2	+ 0,9	+ 3,7	+ 0,6	+ 10,2
Arts, spectacles et act. récréatives	+ 0,4	+ 74,9	- 6,1	+ 3,0	+ 2,5	+ 9,1
Santé humaine et action sociale ^c	+ 5,3	+ 16,7	+ 6,1	+ 8,1	+ 7,0	+ 2,4
Activités financières et d'assurance	+ 8,5	- 2,0	+ 3,7	+ 0,5	+ 6,7	+ 4,7
Total France	+ 6,0	+ 33,5	- 2,7	- 1,1	+ 1,0	+ 11,7

Source : Insee (Sirène, REE, RP).

● Les créations d'entreprises par taille au démarrage de l'activité

Année 2018	Nombre	Part (%)	Évolution annuelle (%)
Non-employeuses (sans salarié)	669 248	96,8	+ 17,8
Employeuses	22 035	3,2	- 5,0
1 à 2 salariés	16 577	2,4	- 6,8
3 à 5 salariés	2 863	0,4	+ 0,6
6 à 9 salariés	773	0,1	- 7,0
10 salariés et plus	1 822	0,3	+ 5,8
Total France	691 283	100,0	+ 16,9

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Non-employeuses (sans salarié)	+ 6,9	+ 39,0	- 2,5	- 0,8	+ 1,2	+ 12,4
Employeuses	+ 1,4	- 10,6	- 4,5	- 6,2	- 4,2	- 4,9
Total France	+ 6,0	+ 33,5	- 2,7	- 1,1	+ 1,0	+ 11,7

Indice base 100 en 2000

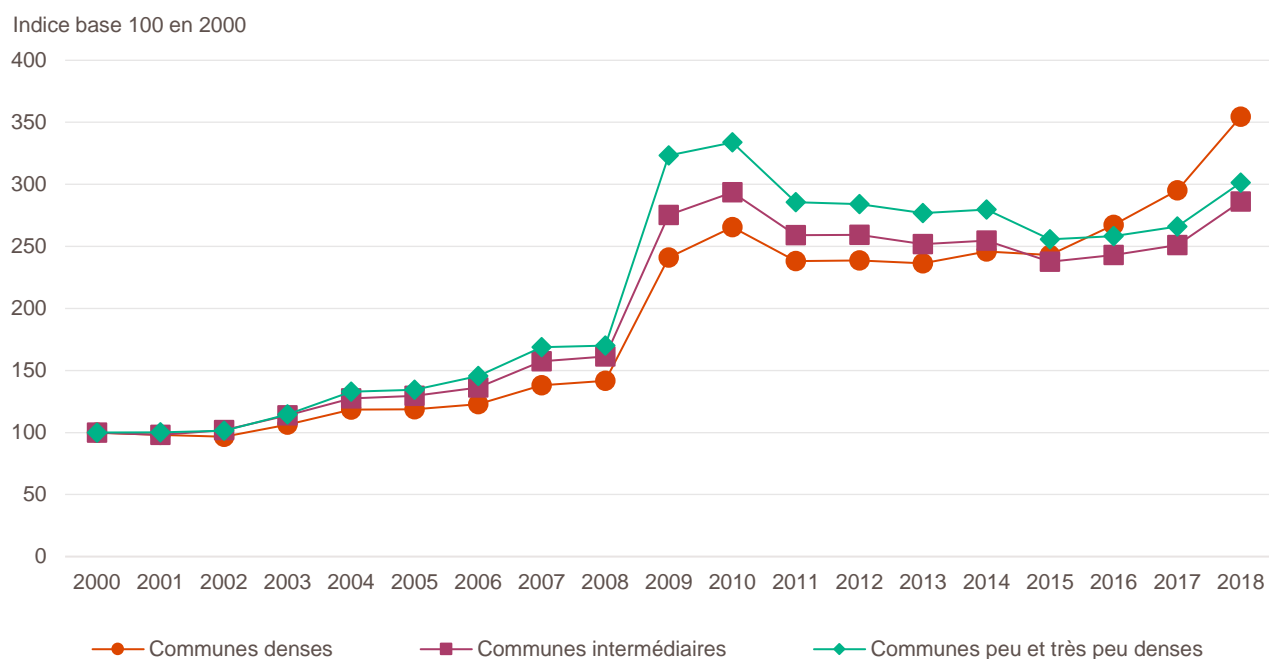


● Les créations d'entreprises en zones rurales

Densité de population des communes

Année 2018	Nombre	Part (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)	Taux de renouvellement (‰)	Créations pour 10 000 habitants	Évolution annuelle (%)
Communes denses	360 459	52,1	50,3	177	154	+ 20,1
Communes intermédiaires	167 181	24,2	39,1	128	83	+ 6,8
Communes peu denses	139 633	20,2	38,5	121	67	+ 13,3
Communes très peu denses	16 494	2,4	39,3	123	62	+ 13,8
Communes non répertoriées	7 516	1,1	18,0	101	113	+ 12,6
Total France	691 283	100,0	44,6	147	104	+ 16,9

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Communes denses	+ 4,7	+ 32,0	- 0,6	- 0,4	+ 4,2	+ 15,2
Communes intermédiaires	+ 6,7	+ 32,3	- 3,0	- 1,4	- 1,2	+ 8,5
Communes peu denses	+ 7,8	+ 37,7	- 5,5	- 1,6	- 2,0	+ 7,9
Communes très peu denses	+ 7,6	+ 43,4	- 10,0	- 1,4	- 4,4	+ 8,9
Total France	+ 6,0	+ 33,5	- 2,7	- 1,1	+ 1,0	+ 11,7

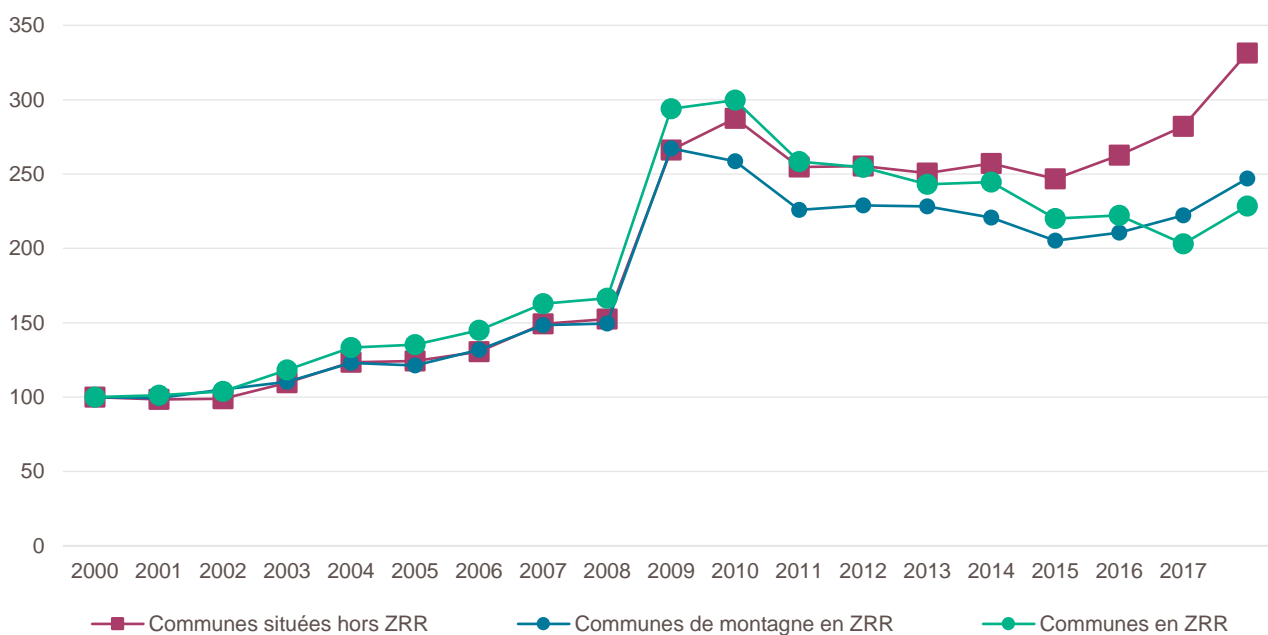


Les zones de revitalisation rurale (ZRR)

Année 2018	Nombre	Part (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)	Taux de renouvellement (‰)	Créations pour 10 000 habitants	Évolution annuelle (%)
Communes hors ZRR	630 974	91,3	45,6	152	108	+ 17,4
Communes de montagne en ZRR	4 014	0,6	39,2	105	78	+ 11,2
Communes en ZRR	50 042	7,2	35,6	109	57	+ 12,6
Communes non répertoriées	6 253	0,9	23,5	116	---	+ 5,5
Total France	691 283	100,0	44,6	147	104	+ 16,9

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Communes hors ZRR	+ 5,9	+ 33,5	- 2,1	- 0,8	+ 1,6	+ 12,3
Communes de montagne en ZRR	+ 5,8	+ 34,2	- 8,1	+ 0,5	- 2,6	+ 8,3
Communes en ZRR	+ 7,2	+ 34,3	- 6,2	- 3,0	- 3,0	+ 1,4
Total France	+ 6,0	+ 33,5	- 2,7	- 1,1	+ 1,0	+ 11,7

Indice base 100 en 2000



Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Pour réaliser ces fiches statistiques, l'Observatoire de la création d'entreprise (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene ainsi que des résultats du recensement de la population, les deux administrés par l'Insee.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Ils concernent la France entière (la métropole et les DOM).

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Densité de population des communes

L'approche des espaces ruraux se réfère à la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille communale de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre catégories sont ainsi définies :

- les communes denses,
- les communes intermédiaires,
- les communes peu denses,
- les communes très peu denses.

Pour certaines communes, la catégorie de densité n'est pas connue. Elles sont donc comptabilisées en tant que « communes non répertoriées ».

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Une nouvelle définition des zones rurales est en vigueur depuis juillet 2017. Les données des années antérieures ont été rétropolées pour que la définition des zones corresponde à celle de 2017.

Pour certaines communes, leur appartenance ou non à une ZRR n'est pas connue. Elles sont donc comptabilisées en tant que « communes non répertoriées ».

Calculs et exemples de lecture

Taux de renouvellement du parc des entreprises

Nombre de créations d'entreprises recensées une année donnée rapporté au nombre d'entreprises existantes dans le stock au 1^{er} janvier de la même année. Il est exprimé pour 1 000 (‰) entreprises existantes.

Exemple : en France hors Île-de-France, ce taux s'élevait à 137 ‰ en 2018. Autrement dit, pour 1 000 entreprises existantes, 137 créations ont été recensées.

Nombre de créations pour 10 000 habitants

Nombre de créations enregistrées une année donnée rapporté au nombre d'habitants (population dite « totale » issue du recensement de la population au 1^{er} janvier 2015).

Exemple : en France hors Île-de-France, ce taux s'élevait à 88 pour 10 000 en 2018. Autrement dit, 88 créations d'entreprises ont été dénombrées pour 10 000 habitants.

Indice base 100 en 2000

Cet indicateur utilisé dans les graphiques permet une comparaison de l'évolution du nombre de créations d'entreprises de différentes caractéristiques ou zones géographiques en les réduisant à des indices comparables. Le nombre annuel de créations d'entreprises est recalculé sur une base de 100 créations en 2000.

Exemple : en France hors Île-de-France, cet indicateur est de 309 en 2018. Autrement dit, pour 100 entreprises créées en 2000 en France hors Île-de-France, 309 créations d'entreprises ont été recensées en 2018.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution de 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Phases de conjoncture économiques

Sur la période allant de 2000 à 2018, la conjoncture économique française peut être découpée en 6 périodes distinctes, pour l'interprétation de l'évolution de la création d'entreprise à la lumière du contexte macroéconomique :

- 2000 à 2007 : l'avant-crise
- 2007 à 2009 : la crise financière
- 2009 à 2011 : une embellie économique
- 2011 à 2013 : la crise de la dette souveraine en Europe
- 2013 à 2016 : une reprise économique
- 2016 à 2018 : une accélération de la croissance

Notes de lecture :

a. Le secteur du « commerce de bouche », composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Le secteur « services en direction des personnes » est intitulé « en direction des personnes » car il regroupe non seulement les services à la personne tels que définis par la loi Borloo du 26 juillet 2005, mais aussi d'autres activités liées aux personnes telles que les salons de coiffure, les esthéticiennes, etc.

c. Dans le secteur de la « santé humaine et action sociale » regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

d. La ligne « Total France » peut ne pas coïncider avec la somme des lignes, car le secteur d'activité n'est pas toujours connu.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 25/06/2019.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprises en France, Fiche statistique 2018. Bpifrance Création, juin 2019. »

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.